



DANS LE VAL-DE-MARNE, DISONN NON À L'AUSTÉRITÉ, NON À LA RÉFORME TERRITORIALE, DÉFENDONS NOS SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ

La politique d'austérité menée par F. Hollande et M. Valls fait ici aussi des ravages ; le chômage n'en finit pas d'augmenter, écoles et hôpitaux doivent se serrer la ceinture alors que les dividendes des actionnaires ont eux augmenté de 30% en 2014. Les collectivités locales sont, elles aussi, déjà lourdement ponctionnées. Le gouvernement met, par ailleurs, en place une « réforme territoriale » et la métropolisation.

Dès le 1^{er} janvier 2016, en région parisienne, les compétences des départements sur les routes, le logement, l'aménagement du territoire et le développement économique seront transférées à la région ou à la métropole du Grand Paris.

Pour les départements, il deviendra impossible, du fait de la suppression de leur clause de compétence générale, de mener des actions originales « non obligatoires », nécessaires à la vie des citoyens et des citoyennes. Dans le Val-de-Marne dirigé par le Front de gauche, ce sont des actions efficaces et porteuses des valeurs d'égalité, de justice et de solidarité qui ne pourront pas être poursuivies, comme par exemple :

- Le remboursement à 50% de la carte Imagin'R pour tous les jeunes de 16 à 25 ans.

- La remise d'un ordinateur portable à chaque collègien rentrant en classe de 6^e.
- Des aides à la demi-pension.
- La prise en charge de la carte Améthyste, sous conditions de ressources, et qui bénéficie à plus de 55 000 personnes âgées de plus 60 ans.
- Les 76 crèches départementales qui accueillent près de 1 500 enfants.

Bien sûr, pour en finir avec l'austérité, il nous faudra des manifestations monstres comme en Espagne par exemple, Ensemble! le souhaite et y travaille.

En attendant, pour nous opposer à l'austérité, défendre les acquis de la gestion du Val-de-Marne, soutenons les candidates et candidats du Front de gauche ou soutenus par le Front de Gauche. Ces candidates et candidats totalement opposés à la droite et l'extrême droite défendent la solidarité avec les plus démunis (les sans-papiers, les Roms).

Leur préoccupation est aussi celle d'un développement écologique, respectueux de l'environnement.

LES 22 ET 29 MARS, VOTONS FRONT DE GAUCHE !

Ensemble! « Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire », est un nouveau mouvement, membre du Front de gauche.

Face à l'austérité, à la crise écologique et à toutes les oppressions, Ensemble! cherche à rassembler celles et ceux qui s'opposent aux politiques actuelles, tout en défendant un changement de société.

Nous travaillons à élargir et à rendre plus démocratique le Front de gauche ainsi qu'à la construction de mobilisations populaires pour imposer une alternative sociale, écologique et démocratique.



HOLD-UP SUR LE PEUPLE GREC, ÇA SUFFIT !

En Grèce, Syriza, la coalition de gauche anti-austérité, vient de gagner les élections législatives. Après des années d'austérité et de pillage par les banques européennes, le peuple grec relève la tête. C'est un immense espoir pour toutes celles et ceux, qui ne se résignent pas aux politiques d'austérité conduites par Sarkozy, Merkel, Hollande.



**UN PEUPLE ÉTRANGLÉ, UN PAYS
DÉTRUIT PAR LA TROÏKA**

La politique d'austérité imposée par la Troïka au peuple grec est inhumaine : coupes dans les budgets sociaux et les allocations, réduction des salaires de 30% (public et privé), suppression de 150 000 postes publics, augmentation des impôts indirects sur les biens de consommation, bradage des richesses du pays (privatisations dans les ports, les transports, les télécommunications, la distribution d'eau, de gaz, d'électricité, la télévision publique).

Résultat : la récession dure depuis 6 ans avec un effondrement d'un quart de la richesse nationale produite. Près de 800 000 personnes ont perdu leur travail en 3 ans. Le taux de chômage est passé de 8% à 30% en 6 ans (60% pour les moins de 25 ans). Des centaines de milliers de jeunes ont dû quitter le pays. Des enfants souffrent de malnutrition, et la mortalité infantile a augmenté de 40%.



**AVEC LE PEUPLE GREC,
METTONS FIN À L'AUSTÉRITÉ
PARTOUT EN EUROPE !**

Syriza porte l'espoir des peuples d'Europe. Sa victoire est une brèche dans les politiques d'austérité conduites en Europe. En France et dans toute l'Europe, organisations de gauche, syndicats, mouvements sociaux et citoyen-ne-s, construisons un large mouvement de solidarité pour exiger du gouvernement français et de tous ceux de l'UE :

► **L'abrogation de toutes les mesures antisociales** et des privatisations imposées par la Troïka.

► **Le droit de la Grèce à un moratoire sur sa dette,** c'est-à-dire d'arrêter de payer les intérêts illégitimes qui engraisent les banques et l'empêchent de mener une politique de justice sociale.

► **Une conférence internationale pour un audit de la dette grecque et l'annulation de la dette illégitime** à l'égard des banques et des institutions européennes.

► **En Europe, la socialisation des banques et un contrôle citoyen social et démocratique sur le système bancaire.** Le contrôle strict des mouvements de capitaux, la taxation des transactions financières, l'arrêt du recours des États aux marchés financiers.

« Tic, tac, tic, tac.. », **le compte à rebours de la fin de cette Europe austéritaire est en marche.**

Des dizaines de milliers de personnes ont marché dans les rues avec Podemos contre l'austérité.

En Grèce, dans l'État espagnol, ici en France, partout « Nous pouvons » : désobéir à cette Union européenne et ses traités pour imposer une Europe sociale, écologique et démocratique.

Une dette illégitime, un hold-up des banques sur le peuple grec

Entre 2005 et 2009, convaincues que l'Union européenne viendrait à leur secours en cas de problème, les grandes banques privées européennes prêtent massivement à la Grèce (de 80 milliards à 140 milliards, au secteur privé et à l'État).

En 2010, les banques françaises et allemandes possèdent la moitié des titres de la dette grecque. Cet endettement sert des projets, souvent inutiles, qui font le profit de grandes entreprises américaines, allemandes ou françaises (Bouygues...).

À partir de 2010, alors qu'elles se refinancent à un taux de 1% auprès de la Banque centrale européenne (BCE) les banques spéculent : elles exigent des taux d'intérêt de plus en plus élevés (de 6% à 10%) pour les prêts à la Grèce.

Le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la BCE constituent la « Troïka » qui en profite pour mettre la Grèce sous tutelle, avec des prêts conditionnés à des plans d'austérité drastiques.

Le pays est étranglé, et, pour payer les intérêts de la dette aux banques privées européennes, le gouvernement emprunte toujours plus à la Troïka : la dette passe de 120% à 175% de la richesse nationale. Les banques privées, elles, s'enrichissent toujours plus.